

Règlement de consultation

Objet du marché 2025_ 006 : Remplacement du pont du chemin de la Craz à Montagnat



1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
A. OBJET.....	3
B. MODE DE PASSATION.....	3
C. TYPE ET FORME DE CONTRAT	3
D. NOMENCLATURE.....	3
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
A. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	3
B. FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	3
C. VARIANTES	3
3. LES INTERVENANTS.....	3
A. DESIGNATION DE L'ACHETEUR.....	4
B. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR.....	4
C. MAITRISE D'ŒUVRE.....	4
D. CONTROLE TECHNIQUE.....	4
E. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS.....	4
4. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	4
A. DUREE DU CONTRAT OU DELAI D'EXECUTION.....	4
B. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	4
C. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	5
5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
A. DOCUMENTS A PRODUIRE	5
B. PRESENTATION DES VARIANTES	7
C. USAGE DE MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	7
7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	7
A. TRANSMISSION ELECTRONIQUE	8
B. TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	8
8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
A. SELECTION DES CANDIDATURES	8
B. ATTRIBUTION DES MARCHES.....	8
C. SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	9
9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	10
A. ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT.....	10
B. PROCEDURES DE RECOURS	10

1. Objet et étendue de la consultation

a. Objet

La présente consultation concerne :
Remplacement du pont du chemin de la Craz à Montagnat

Lieu(x) d'exécution :

Route de la Craz

01250 Montagnat

b. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

c. Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

d. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45111000-8	Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier
45221100-3	Travaux de construction de ponts

2. Conditions de la consultation

a. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

b. Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

c. Variantes

Les variantes ne sont pas acceptées. Seule la solution de base fera l'objet d'une analyse.

3. Les intervenants

a. Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme : Syndicat du bassin versant de la Reyssouze

b. Représentant de l'acheteur

Nom de l'organisme acheteur :
Syndicat du bassin versant de la Reyssouze
Reyssouze et Affluents
15, Place de la Résistance
01 340 Montrevel-en-Bresse
Tél: 04 74 25 66 65
SIRET: 25010069000016

Représentant de l'organisme acheteur :

Jean-Louis Favier, président

c. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Lombardi Ingénierie
70 RUE DE LA VILLETTE
69003 LYON - France

Elle est représentée par : Frederic Rambault

d. Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

e. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4. Conditions relatives au contrat

a. Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

b. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

c. Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

5. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Les plans
- Le rapport de la mission G2
- Les pièces non contractuelles facilitant la compréhension du projet

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6. Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

a. Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Oui

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Oui
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de cinq ans seront pris en compte.	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Oui
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Oui
Le mémoire justificatif technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.	Non

Le mémoire comportera les 4 chapitres détaillés ci-dessous. Il sera limité à 60 pages hors annexes (uniquement CV, plans, bilan carbone & planning)

1. Organisation générale du chantier : Ce chapitre comprendra notamment la présentation de l'entreprise ou du groupement, les sous-traitants et fournisseurs envisagés, l'organigramme du chantier, la présentation des expériences des principaux encadrant et leurs CV en annexes.
2. Moyens humains, matériels et méthodologie pour la réalisation des travaux : Seront notamment décrit la démolition, les terrassements, la gestion des eaux de la rivière, la construction de l'ouvrage, les superstructures et les réseaux provisoires et définitifs.
3. Un planning et phasage des travaux : ce chapitre comporte les hypothèses du planning, l'analyse du chemin critique et en annexe un carnet de phasage et un planning GANTT détaillé portant à la fois sur la période de préparation et de travaux.
4. Mesure de protection de l'environnement. Ce chapitre comporte :
 - La reformulation par le candidat des enjeux environnementaux visant à apprécier sa compréhension de ses derniers ;
 - Les méthodes pour protéger l'environnement lors des différents travaux
 - Les engagements concrets pour la réduction de l'impact carbone du projet :
 - Ecoconception du projet : optimisation du dimensionnement des ouvrages pour réduire les quantités de matériaux mis en œuvre ;
 - Choix des matériaux ;
 - Réduire le bilan carbone des matériaux mis en œuvre ;
 - Favoriser la réutilisation et réduire les distances de transport ;
 - Limitation des émissions de CO2 des engins ;
 - Afin de valoriser ce dernier point, il est demandé de fournir un calcul des émissions en équivalent CO2 des travaux se basant sur le rapport de modélisation fourni au DCE (pièce DCE_B06_0_Modélisation équivalence CO2) réalisé à l'aide du logiciel SEVETP. L'entrepreneur doit fournir un rapport de modélisation également réalisé sur SEVETP en rentrant son propre projet. Il fera apparaître clairement les évolutions apportées à la modélisation du projet DCE. Le logiciel est accessible via l'adresse suivante : <https://application.seve-tp.com/#/login>

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

b. Présentation des variantes

Sans objet.

c. Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :

.....
 pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes :

..... "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

a. Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marchespublics.ain.fr/> : 2025_006_ Remplacement du pont du chemin de la Craz à Montagnat

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.

b. Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8. Examen des candidatures et des offres

a. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

b. Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	50.0
2-Valeur technique	50.0
2.1- Organisation générale du chantier.	10.0
2.2- Procédés d'exécution et mode opératoire pour les travaux de construction	20.0
2.3- Planification et phasage chantier	10.0
2.4- Mesures de protection de l'environnement	10.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Critère prix :

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère "Prix des prestations" est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation sur 50 points

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue (50 points).

Critère technique :

Les méthodes utilisées pour la notation des autres critères sont les suivantes :

La valeur technique sera jugée à partir des éléments contenus dans le mémoire technique pour chaque offre : note « valeur technique » sur 50 points.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

c. Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les candidats sélectionnés seront ceux qui auront obtenu les meilleures notes au regard des critères d'analyse des offres.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9. Renseignements complémentaires

a. Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marchespublics.ain.fr/> : 2025_ Remplacement du pont du chemin de la Craz à Montagnat

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

b. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Lyon

84, rue Duguesclin

69433 Lyon Cedex 03

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.